

International

PROJET DE «ROUTE DE LA SOIE» L'arme économique de la Chine

Le premier Forum de «la Ceinture et la Route» pour la coopération internationale s'est tenu les 14 et 15 mai à Beijing, avec la participation de vingt neuf chefs d'Etat et de gouvernement. Cette initiative de «Route de la soie», aussi appelé par Pékin «Une Ceinture, Une Route» ou «Obor» en anglais, a été proposée en 2013 par les autorités chinoises. Ce projet titanesque de près de 1.000 milliards de dollars se veut être un réseau transnational reliant l'Asie à l'Europe et à l'Afrique pour promouvoir le développement commun parmi tous les pays impliqués.

[Lire pages II et III](#)



Le Chiffre du Jour

1,7 milliard de dollars

La Banque asiatique d'investissement pour les infrastructures, la Nouvelle banque de développement des BRICS, a fourni 1,7 milliard de dollars de prêts à neuf projets dans les pays participants à "la Ceinture et la Route".

Opinion

Le président Macron saura-t-il faire souffler un vent nouveau sur les relations avec l'Afrique?

"A l'ENA, alors que tous ne rêvaient que d'un stage dans une grande ambassade occidentale, lui voulait découvrir l'Afrique. Comme il était déjà ambitieux, il a choisi le plus grand pays : le Nigeria", se souvient le Franco-Bénoinois Jules-Armand Aniambossou, camarade de la promotion Senghor d'Emmanuel Macron à l'Ecole nationale d'administration et membre de son équipe de campagne. "C'est vrai que ses ambitions politiques étaient déjà perceptibles à l'époque", se remémore pour sa part Jean-Marc Simon, l'ambassadeur de France qui l'a accueilli en 2002 pour six mois à Abuja.

Quelle sera la politique africaine du président français, Emmanuel Macron, dont l'âge – 39 ans – pourrait lui permettre de s'affranchir du passé avec plus d'aisance que ses aînés? Qui l'incarnera? Qui seront ses relais sur le continent?

WE vous propose, en page IV, cet article du journaliste du quotidien français "Le Monde", Cyril Bensimon.



PROJET DE «ROUTE DE LA SOIE» La Chine accroît le soutien financier pour l'initiative «la Ceinture et la Route»

Dans le but de fournir un financement plus important à la coopération de «la Ceinture et la Route», la République populaire de Chine incitera les institutions financières à mener des affaires de fonds en Rmb à l'étranger avec un montant estimé à environ 300 milliards de yuans. Par ailleurs, la Banque de Chine (Bdc) et la China EximBank établiront des programmes de prêts spéciaux équivalant à 250 milliards et à 130 milliards de yuans pour soutenir la coopération de «la Ceinture et la Route» dans les infrastructures, la capacité industrielle et le financement.

La Chine projette d'allouer une somme supplémentaire de 100 milliards de yuans (environ 14,5 milliards de dollars) au Fonds de la Route de la soie, pour accroître le soutien financier à l'initiative «la Ceinture et la Route», a déclaré dimanche le président chinois, Xi Jinping. M. Xi a fait cette annonce lors de la cérémonie d'ouverture du Forum de «la Ceinture et la Route» pour la coopération internationale à Beijing.

Conçu pour financer l'initiative «la Ceinture et la Route», le Fonds de la Route de la soie a été officiellement créé en décembre 2014 et, conjointement, soutenu par les réserves chinoises de changes, la China Investment Corp., la Banque d'import-export de Chine (China EximBank) et la Banque de développement de Chine (Bdc).

Afin de fournir un financement plus important à la coopération de «la Ceinture et la Route», la Chine encouragera également les institutions financières à mener des affaires de fonds en Rmb à l'étranger avec un montant estimé à environ 300 milliards de yuans, a indiqué M. Xi. En outre, la Bdc et la China EximBank établiront des programmes de prêts spéciaux équivalant respectivement à 250 milliards de yuans et à 130 milliards de yuans pour soutenir la coopération de «la Ceinture et la Route» dans les infrastructures, la capacité industrielle

et le financement, a-t-il poursuivi. La Chine oeuvrera, également, avec la Banque asiatique d'investissement pour les infrastructures (Baii), la Nouvelle banque de développement des Brics, la Banque mondiale et d'autres institutions multilatérales de développement pour soutenir les projets concernés de «la Ceinture et la Route», a ajouté M. Xi.

Le goulet d'étranglement du financement est un défi clé dans la réalisation de la connectivité. La Chine s'engage dans de multiples formes de coopération financière avec les pays et les organisations impliqués dans l'initiative

dollars de prêts à neuf projets dans les pays participants à «la Ceinture et la Route».

Un défi clé

Le Fonds de la Route de la soie a réalisé 4 milliards de dollars d'investissements alors que la compagnie financière holding 16+1 entre la Chine et les pays d'Europe centrale et orientale a été inaugurée. Un réseau de coopération financière de «la Ceinture et la Route» à plusieurs niveaux a commencé à prendre forme, a noté M. Xi dans le discours. La Chine travaillera également avec les autres parties concernées afin de formuler conjointement les directives pour financer les projets de développement liés à «la Ceinture et la Route».

Proposée par M. Xi en 2013, l'initiative «la Ceinture et la Route» vise à établir un réseau de commerce et d'infrastructures reliant l'Asie à l'Europe et l'Afrique le long des anciennes routes commerciales.

Pour l'heure, l'initiative a obtenu le soutien d'une centaine de pays et d'organisations internationales, dont plus de quarante ont signé des accords de coopération avec la Chine. Un total de vingt neuf chefs d'Etat et de gouvernement ont assisté au forum. Les autres participants étaient des fonctionnaires, des entrepreneurs, des banquiers et des journalistes venus de cent trente pays, ainsi que des représentants de grandes organisations internationales.

Source : Xinhua et Watwan'Eco

Les chiffres

Le projet de nouvelle Route de la soie, c'est plus de soixante huit pays concernés, comprenant 4,4 milliards d'habitants et représentant jusqu'à 40 % du produit intérieur brut mondial (Pib).

Repère historique

Il y a environ deux mille ans, des commerçants et des caravanes ont commencé à se déplacer vers l'est et l'ouest le long de la Route de la soie, échangeant marchandises, philosophies et technologies. L'ambition, aujourd'hui, de la Chine est de relancer une Route de la soie moderne pour raviver le commerce, attirer l'investissement et partager la prospérité.



Le président chinois, Xi Jinping



«la Ceinture et la Route». La Baii a fourni 1,7 milliard de

CHINE-KENYA

472 km de coopération étalés sur le chemin de fer Nairobi-Mombasa

Dans ce projet titanesque, le Kenya, l'Éthiopie et Djibouti sont aux avant-postes et tire leur épingle du jeu. Dans ces pays les routes, les voies ferrées et les ports sont financés largement par la Chine : 13 milliards pour irriguer le Kenya d'un maillage de voies ferrées, 4 milliards de dollars (3,7 milliards d'euros) pour relier l'Éthiopie à Djibouti. Plus de la moitié, nous dit-on, des investissements prévus par la Chine dans le cadre de cette nouvelle Route de la soie iront à l'Afrique. Les installations portuaires sont les infrastructures les plus concernées. L'encerclément du continent par une dizaine de ports financés par la Chine est l'image de cette «ceinture» évoquée par Pékin. Il faut savoir que 90 pour cent des importations et des exportations africaines passent par la mer.*

Au Kenya, une ligne de chemin de fer à voie normale (Sgr) longue de 472km, reliant Nairobi au port de Mombasa, sera inaugurée bientôt. Avec sa grande capacité de transport, ce tronçon est parti pour devenir plus qu'un joyau de la relation sino-kenyane, un symbole de plus de l'intense coopération sino-africaine.

Cette ligne devrait permettre de relier les deux villes du Kenya en seulement quatre ou cinq heures. Le président kenyan, Uhuru Kenyatta, et des officiels du gouvernement monteront à bord du train de passagers lors de son inauguration. Ce chemin de fer, dont la capacité de chargement annuelle devrait atteindre 20 millions de tonnes, est construit par la Société des travaux des ponts et chaussées (Crbc) de Chine et tire la plus grande part de ses financements de prêts à taux bonifiés de la Banque d'import-export de Chine.

Une bénédiction pour l'économie du pays

En août 2013, le président chinois et son homologue kenyan ont assisté à Beijing à la signature du protocole de financement de ce projet. Le président Kenyatta attache une grande importance à la construction de cette ligne, puisqu'il a mis en place un système de sécurité ferroviaire qui regroupe, entre autres, le ministère de l'Intérieur, l'armée, la police, le service des renseignements et les entreprises chinoises concernées. Selon Luo Zehua, responsable de la Crbc, la liaison Nairobi-Mombasa sera le plus grand projet d'infrastructures au Kenya depuis l'indépendance du pays, et un projet phare de la Vision 2030 du Kenya. Elle pourrait également améliorer le niveau d'industrialisation et de modernisation agricole du pays et des pays voisins, puisqu'elle devrait s'étendre vers l'ouest pour relier les pays africains enclavés, comme l'Ouganda.

Grâce à ce chemin de fer, le Kenya deviendra un centre de fabrication et de logistique en Afrique de l'Est. Cette ligne va être une bénédiction pour l'économie du pays et permettra d'améliorer le quotidien des Kenyans, a estimé le député kenyan Adan Duale. Selon lui, les revenus des Kenyans augmenteront considérablement et le PIB progressera de 1,5 pour cent une fois que cette ligne ferroviaire sera mise en service.

Selon la Crbc, depuis février 2016, ce projet emploie un effectif total de 19.858 personnes au Kenya, les sous-traitants locaux du projet emploient 6.430 personnes supplémentaires, et 3.886 personnes supplémentaires pour les fournisseurs. Au total, ce projet a permis d'employer plus de 38.000 personnes, dont 25.000 ouvriers ou superviseurs.

En outre, trente cinq étu-

dants kenyans se sont rendus en Chine fin février dans le cadre d'un programme visant à les préparer à la gestion du nouveau chemin de fer. Ils font partie du deuxième groupe d'étudiants kenyans à aller en Chine dans le cadre du programme boursier de la China Communications Construction Company (Cccc), dont le but est de former cent étudiants kenyans aux questions ferroviaires.

«Je me rendais en vacances à Mombasa en décembre dernier et je n'ai pas pu m'empêcher de m'arrêter pour voir l'évolution des travaux. J'ai bien aimé la manière dont les piliers s'enfonçaient dans l'eau sur le point Ndamuto, pendant qu'une grue poursuivait les travaux», racontait récemment Benson Ndwiya, un contracteur kenyan.

La construction de la ligne Nairobi-Mombasa engendrera également des contributions indirectes. Fin 2015, les constructeurs ont acheté, entre autres, 102,2 millions de litres de diesel, 359,080 tonnes de ciment, 36,480 tonnes d'acier, 339 véhicules, plus de 100 équipements de chantier, et loué plus de 300 véhicules de transport ou de construction.

Un impact positif

Après l'achèvement de la voie ferroviaire, la région Nairobi-Mombasa pourrait se transformer en un couloir économique, devenant ainsi une zone économique importante du Kenya. *«Les investissements de la Chine dans les infrastructures de ce continent sont énormes. Le chemin de fer Nairobi-Mombasa a eu un impact positif sur l'intégration régionale»,* a souligné Lemma Senbet, directeur exécutif du Consortium de recherche économique d'Afrique (Aerc). Selon les données du ministère chinois des Affaires étrangères, la Chine a construit plus de 5.000 km de chemin de fer et autant de routes en Afrique, et a contribué à la formation de plus de 160.000 employés locaux, ce qui est très apprécié par les populations et dirigeants locaux.

Source: Africa Diligence

*Le texte introductif est de Watwan'Eco



Quelques faits sur les relations Chine-Comores



Anniversaire. Le 13 novembre prochain marquera le quarante-deuxième anniversaire du début des relations de coopération économique, culturelle et politique entre les Comores et la Chine.

Commission mixte Chine-Comores. Le 26 décembre 2015, les Comores et la Chine ont conclu un accord portant création d'une commission mixte de coopération économique, commerciale et technique. Les réunions de cette commission, placée sous la double coordination du ministère comorien des Relations extérieures et du ministère du Commerce de la Chine, se tiendront, par rotation à Moroni et à Pékin.

77 milliards de francs comoriens, c'est le coût du projet d'extension de l'Aéroport international Moroni Prince Saïd Ibrahim (Aimpsi) par la société chinoise, Sinohydro, Liang Jun. Le contrat a été signé le mardi 9 mai dernier par le vice-président en charge du ministère des Investissements, Djaffar Ahmed, et le Pdg du groupe chinois, Liang Jun. Les travaux dudit projet devraient durer trois ans et demi.



Effacement partiel de dette. Le ministre comorien des Affaires étrangères, Mohamed Bacar Dossar, et l'ambassadeur de la République populaire de Chine aux Comores, Xiao Ming, (**Notre photos**) ont procédé, au mois de janvier, à la signature de trois conventions portant sur l'annulation partielle de la dette des Comores vis-à-vis de Beijing, la réhabilitation du Palais du peuple et la neuvième phase d'assistance technique à l'Office de radio et de télévision des Comores (Ortc). Pour soutenir financièrement le développement du pays, la Chine avait consenti à effacer une partie de la dette comorienne, soit 630 millions de francs, réhabiliter le Palais du peuple cette année avec un budget de 47 millions de francs. La troisième convention consistait à appuyer techniquement l'Ortc (l'Office de radio et télévision nationale) à hauteur de 900 millions de francs.

Exonération de toutes taxes pour tous les produits made in Comores. «Nous appelons le secteur privé comorien à s'organiser pour bénéficier de cette décision qui est entrée en vigueur depuis le 1er avril de l'exonération de toutes taxes pour tous les produits made in Comores et profiter de ce marché extraordinaire de 1,4 milliards d'habitants». C'est l'Ambassadeur de la République populaire de Chine, S.E.M Xiao, qu'il a dit lors d'une réception, en avril dernier, par le chef de l'Etat comorien, Azali Assoumani. Il était porteur d'une lettre du président de la République populaire de Chine S.E.M XI Jinping à son homologue comorien.

DÉCRYPTAGE

Le président Macron saura-t-il faire souffler un vent nouveau sur les relations avec l'Afrique?

Par Cyril Bensimon*

La jeunesse du chef de l'Etat, né après les indépendances, et ses méthodes transgressives peuvent être des atouts sur les dossiers importants du continent.

« A l'ENA, alors que tous ne rêvaient que d'un stage dans une grande ambassade occidentale, lui voulait découvrir l'Afrique. Comme il était déjà ambitieux, il a choisi le plus grand pays : le Nigeria », se souvient le Franco-Bénois Jules-Armand Aniambossou, camarade de la promotion Senghor d'Emmanuel Macron à l'Ecole nationale d'administration et membre de son équipe de campagne. « C'est vrai que ses ambitions politiques étaient déjà perceptibles à l'époque », se remémore pour sa part Jean-Marc Simon, l'ambassadeur de France qui l'a accueilli en 2002 pour six mois à Abuja.

Quelle sera la politique africaine d'Emmanuel Macron, dont l'âge – 39 ans – pourrait lui permettre de s'affranchir du passé avec plus d'aisance que ses aînés? Qui l'incarnera? Qui seront ses relais sur le continent? Sans gouvernement formé et en l'absence de nominations aux postes clés sur l'Afrique, les ministères des Affaires étrangères, de la défense, de l'économie, du développement ainsi qu'à l'Elysée, il faut s'en tenir aux discours de campagne et aux interviews d'avant le scrutin, observer quelles sont les personnalités qui l'ont entouré sur ce sujet afin d'esquisser les grands traits de ce que pourrait être son action au sud de la Méditerranée.

«Perception concrète»

«Le discours est encore en construction, mais les arches du pont, qui déterminent de quelle rive à quelle rive l'on va, sont construites. Ses conseillers sont maintenant dans la réalisation du tablier», explique dans une métaphore l'avocat Jean-Pierre Mignard, un ami de François Hollande rallié depuis plusieurs mois à Emmanuel Macron, qui avait accompagné le candidat d'En Marche ! dans un voyage en Algérie. C'est à cette occasion qu'avait éclaté une polémique après que le candidat eut déclaré à une télévision algérienne que «la colonisation est un crime contre l'humanité».

Sauf surprise, le nouveau chef de l'Etat pourrait bien, sur le continent, mettre ses pas dans ceux de son prédécesseur. Il devrait d'ailleurs s'y rendre dans les prochains jours pour «saluer les troupes» de la force «Barkhane», déployées par François Hollande au Sahel.

«La continuité devrait l'emporter sur la transformation. Il y a des acquis du gouvernement précédent qu'il va conserver, comme la sortie de l'univers louche de la Françafrique», prévient Jean-Michel Severino, l'ancien directeur général de l'Agence française de développement (Afd) qui compte parmi les «penseurs» de la politique africaine du nouveau locataire de l'Elysée. «Alors que Hollande avait commencé son mandat en se désintéressant des sujets africains, Emmanuel Macron a, lui, vécu six mois au Nigeria et il a une perception concrète des questions de développement. L'investissement entrepreneurial l'intéresse et il fait parfaitement le lien entre les problèmes de développement et les problèmes politiques», détaille l'auteur d'Entrepreneurs Afrique (Odlie Jacob, 2016), très critique du peu de cas qu'aura fait François Hollande de l'aide publique au déve-



loppement, «le seul véritable outil dont dispose la France pour agir sur les problèmes structurels».

Selon Jules-Armand Aniambossou, «la nouvelle offre reposera sur trois caractéristiques fortes» :

«Une vision transversale des liens entre les pays africains afin de rompre avec la segmentation entre les différents thèmes que sont le commerce, le climat, la sécurité, les migrations, la culture, la démocratie, le développement; un grand partenariat entre l'Afrique, l'Europe et la Méditerranée qu'il appelle "les routes de la liberté et de la responsabilité"; et enfin, au-delà des Etats, une mobilisation des entreprises, des Ong, de la société civile avec une place particulière pour les diasporas et les binationaux qui sont des sources de richesses sociales et économiques». Cette promesse, que certains pourraient qualifier de catalogue de bonnes intentions, offre de grandes ressemblances avec les vœux formulés par François Hollande au début de son quinquennat. Promotion de la Francophonie, des sociétés civiles, défense des grands principes démocratiques sans sacrifier les intérêts. Sur les questions économiques,

«Par son âge qui le libère des contingences de l'Histoire, par ses méthodes transgressives, Emmanuel Macron pourrait faire souffler un vent nouveau sur les relations franco-africaines. Reste que, comme le reconnaît l'un de ses proches : «Il y a ce que l'on veut faire et ce que les événements nous contraignent de faire». Il y a cinq ans, qui aurait imaginé François Hollande, «un capitaine de pédalo», dit Jean-Luc Mélenchon, en chef de guerre, liquidateur de djihadistes dans les étendues désertiques du Sahel et du Sahara?»

Emmanuel Macron, comme il l'a dit à *Jeune Afrique*, «adhère totalement aux préconisations du rapport Védrine-Zinsou», dont les quinze recommandations, «pour une nouvelle dynamique économique entre l'Afrique et la France» sont pour bonne part restées lettre morte depuis sa publication en décembre 2013. Lui aussi passé par la banque Rothschild, l'économiste et éphémère premier ministre du Bénin, Lionel Zinsou, apparaît comme l'un des inspirateurs de ce jeune président, dont les principaux contacts avec des chefs d'Etat africains – Macky Sall et Alassane Ouattara, notamment – se sont établis lorsqu'il officiait au ministère de l'économie.

«Diplomatie au bras armé fort»

Si des changements de méthode peuvent être attendus, les questions sécuritaires du continent devraient, elles, être traitées dans une parfaite continuité avec le quinquennat Hollande. Jean-Yves Le Drian est l'un des ralliés de poids qui ont contribué à l'élaboration de son discours sur la défense.

A la lecture des entretiens accordés par Emmanuel Macron avant son élection, notamment au Monde Afrique, celui-ci n'envisage pas, «à court terme», d'arrêter l'opération «Barkhane» au Sahel et espère mobiliser davantage les partenaires européens, l'Allemagne en tête, qui jusque-là déléguait à la France le rôle qu'elle ne peut et ne veut plus tenir de «gendarme de l'Afrique». Les pays africains affectés par le djihadisme, essentiellement ceux réunis dans le G5 Sahel (Mauritanie, Mali, Burkina Faso, Niger et Tchad), sont également invités à tenir un plus grand rôle dans la lutte anti-terroriste. Et l'Algérie, qu'il considère à juste titre comme un acteur incontournable sur ce dossier, «doit être pleinement impliquée», au risque de l'échec.

«Le cap est très fortement fixé. Tous les signaux montrent qu'il va poursuivre des interventions militaires et que sa diplomatie aura un bras armé fort. La France a cette capacité d'action mais isolée, elle ne sert à rien», résume Jean-Michel Severino. Tout le défi sera désormais de transformer ces interventions militaires en succès diplomatiques.

Plus de quatre ans après le déclenchement de l'opération «Serval», l'un des temps forts de la présidence Hollande, le Mali n'a toujours pas retrouvé sa stabilité et la situation sécuritaire se dégrade tandis que la présence militaire française est de plus en plus contestée par ceux-là même qui avaient applaudi l'intervention en urgence des soldats de l'ancienne puissance coloniale.

Par son âge qui le libère des contingences de l'Histoire, par ses méthodes transgressives, Emmanuel Macron pourrait faire souffler un vent nouveau sur les relations franco-africaines. Reste que, comme le reconnaît l'un de ses proches : «Il y a ce que l'on veut faire et ce que les événements nous contraignent de faire». Il y a cinq ans, qui aurait imaginé François Hollande, «un capitaine de pédalo», dit Jean-Luc Mélenchon, en chef de guerre, liquidateur de djihadistes dans les étendues désertiques du Sahel et du Sahara?

*Journaliste au Monde

Watwan'Eco* - Bp 984 - Magudjuu, Moroni Union des Comores - Tl : 773.44.48

Directeur de la publication: Ahmed Ali Amir - Rédacteur en chef général: Mohamed Inoussa - Rédacteur en chef adjoint: Kamardine Soulé - Secrétariat de rédaction, maquette et réalisation : Hassane Mondjé (Madjuwani hasani) - Correction sur épreuve : Ahmed Ali Amir. Images : Ibrahim Youssouf, Chaarane Mohamed. A participé à la rédaction de cette édition : Abouhariat Said Abdallah. *Watwan'Eco est un supplément du quotidien Al-watwan